

“Le Ceta amélioré n’est plus un danger”

● René Collin, le ministre de l’Agriculture, revient sur la saga du traité de libre-échange.

● Sortir carrément l’agriculture du traité, comme le demande un syndicat agricole : pas question.

● Il évoque ses divergences de vues sur l’agriculture avec son homologue au fédéral Willy Borsus.

Entretien par Isabelle Lemaire

René Collin

Né en avril 1958 à Fisenne (commune d’Erezée, en province de Luxembourg), René Collin, le ministre wallon de l’Agriculture, connaît bien sa matière puisque sa mère était agricultrice à plein-temps. Son père cumulait deux emplois : facteur et exploitant agricole. Après des études de droit à l’UCL, il se marie et fait son service militaire, pendant lequel il est détaché au cabinet du ministre PSC Charles-Ferdinand Nothomb dont il devient ensuite le secrétaire politique. Parallèlement à un poste de conseiller auprès du secrétaire d’Etat à l’Agriculture et aux Affaires européennes, le social-chrétien flamand Paul De Keersmaecker, René Collin prête serment comme avocat au barreau de Marche-en-Famenne.

Il participe à ses premières élections à l’âge de 25 ans, en 1982. Il est tête de liste PSC, fait le deuxième meilleur score et décroche un siège de conseiller communal et de président de CPAS à Erezée. En 1985, René Collin est élu au conseil provincial de la province de Luxembourg. En 1994, il devient bourgmestre d’Erezée. Il remplira cette fonction jusqu’en 2006. Entre 1995 et 1999, c’est en tant que chef de cabinet de Guy Lutgen, alors ministre wallon de l’Agriculture (PSC), qu’il officie.

Suite aux élections de 2006, René Collin est désigné député provincial en charge des Finances, de l’Economie, de l’Agriculture et du Tourisme. Il est réélu en 2012, reconduit dans sa fonction, à laquelle s’ajoute celle de vice-président du collège. En 2014, c’est la surprise (puisqu’il s’était présenté sur les listes fédérales) : il intègre les gouvernements wallon et de la Communauté française en tant que ministre de l’Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme et des Sports. En avril 2016, il est remplacé par Rachid Madrane au poste de ministre des Sports mais récupère la gestion des aéroports.

Fin octobre, René Collin a annoncé qu’il serait tête de liste CDH à Marche-en-Famenne pour les élections communales.

“Une Wallonie 100 % bio ? Une belle utopie”

Le Ceta est signé. Est-ce une bonne chose pour les agriculteurs wallons ?

Comme il est recadré, ça peut être une bonne chose. Il ne constitue en tout cas plus le danger important qu'il pouvait représenter. Certains disent qu'on n'y a pas touché. Mais on l'a considérablement amélioré avec six revendications wallonnes sur l'agriculture : la protection des appellations d'origine géographique, le respect du principe de précaution, le maintien de l'interdiction des substances à effet hormonal, de la culture et de la nourriture OGM ainsi que la clause de sauvegarde. Nous avons obtenu que la clause s'applique à l'Europe et quand le marché d'un seul produit est en difficulté, avec la possibilité qu'une seule Région l'active. On a aussi fait préciser que si un agriculteur canadien veut exporter de la viande sans hormones, il doit prouver qu'il a un centre de production distinct. Des experts agréés de l'Union européenne vérifieront son existence.

Vous n'avez pas pu faire modifier certains points ?

Il y a une chose que j'espérais mais il était manifestement trop tard. Quand l'Europe a commencé à négocier avec le Canada, elle a accepté le principe d'une liste fermée pour les appellations géographiques protégées, environ 10 % du total seulement. Nous avons consolidé le fait que cette liste reste ouverte et imposé que l'Etat fédéral transmette automatiquement les demandes de reconnaissance des Régions pour des produits.

“Refuser le Ceta est une forme de protectionnisme qui se retournera contre nous.”

Le syndicat agricole Fugea demande une renégociation du Ceta et une sortie du volet agricole du traité. Que lui répondez-vous ?

Je crois que cette position est venue après une lecture un peu rapide du traité modifié. Il ne faut pas être protectionniste mais il faut protéger. Refuser le Ceta est une forme de protectionnisme qui se retournera contre nous car nous sommes une économie ouverte et on a besoin de marchés pour écouler une bonne partie de nos produits, y compris agricoles. Si on sort l'agriculture, il n'y a plus de traité et c'est beaucoup trop tard pour le faire.

Vous soutenez l'agriculture bio mais vos objectifs sont moindres que ceux que votre prédécesseur Carlo Di Antonio avait annoncés (100 % bio en Wallonie à l'horizon 2025-2030). Pourquoi ?

Mon plan stratégique visait 1 700 agriculteurs bio en 2020. J'ai revu cet objectif à la hausse : 2 000 agriculteurs et la part de surface agricole utile dédiée au bio à 17 %. S'il a voulu dire une Wallonie zéro produits phytosanitaires, c'est un idéal. On doit viser cet objectif (impossible à atteindre techniquement maintenant) à 15 ans mais avec les agriculteurs. On ne doit pas le leur imposer. Une Wallonie 100 % bio, c'est une belle utopie. Le blanc bleu belge n'a pas, pour l'instant, accès à la réglementation bio à cause des règles de vélage naturel. Est-ce qu'au nom d'un intégrisme bio, j'irais renoncer à la force économique du blanc bleu belge ? Non. Je voudrais faire changer cette réglementation mais il n'y a pas de majorité européenne pour le faire.

La régulation de la production laitière européenne est en cours. Les prix du lait remontent mais quand la régulation va s'arrêter, ils risquent de rechuter...

La Commission européenne pense que la crise est derrière nous et qu'il va y avoir un redressement des prix. Personnellement, je l'espère mais je suis prudent. Il faut mettre au point un mécanisme structurel pour qu'on puisse activer automatiquement des mesures de régulation quand il y a un déséquilibre flagrant entre l'offre et la demande. Faire une confiance aveugle aux marchés, c'est s'exposer à des crises régulières.

Les producteurs belges de Lactalis tentent d'obtenir un relèvement du prix de leur lait. Le gouvernement wallon peut-il les accompagner dans leur démarche ?

Je tiens au principe de liberté de choix, ici de choix de sa laiterie, et à ce que les pouvoirs publics aident les associations de producteurs. La semaine dernière, j'ai fait approuver au gouvernement une aide financière au démarrage de telles associations. J'invite donc les producteurs de Lactalis et les autres à se regrouper, tout en leur indiquant qu'ils peuvent trouver une autre laiterie.

Le 1^{er} janvier, les quotas sucriers européens seront levés. Craignez-vous une catastrophe pour les producteurs de betteraves ?

Il est très important de maintenir un équilibre entre l'industrie et les associations de producteurs. On a eu des contacts avec les industriels et les discussions se poursuivent entre eux et les planteurs de betteraves en matière de fixation des prix. J'ai prévenu que, si l'industrie ne faisait pas d'efforts, on interviendrait dans les discussions.

“Nous n'avons pas de leçons de morale politique à recevoir de la N-VA”

Vous venez d'annoncer que vous serez tête de liste CDH à Marche-en-Famenne aux élections communales de 2018. Si vous êtes élu, abandonnerez-vous votre poste de ministre pour devenir bourgmestre ?

En principe, je suis ministre jusqu'en 2019 et on va voir comment les choses vont se passer. J'ai par contre envie de me passionner pour Marche-en-Famenne. Un mandat local me satisferait pleinement.

Vous aurez en face de vous Willy Borsus, le ministre fédéral MR de l'Agriculture. On ne compte plus les passes d'arme entre vous. La campagne a déjà commencé ?

Je n'ai aucun problème à ce que Willy Borsus soit candidat à Marche. Je ne suis pas à l'affût de ses faits et gestes pour systématiquement le contrer. Mais quand il dit que le Ceta est un traité magnifique qu'il fallait signer sans l'améliorer, quand il laisse l'Afscsa, son administration, traiter de la même manière des petits producteurs et de

grosses industries, comment voulez-vous que je sois d'accord ? Et par rapport au Roundup, il est trop à l'écoute de l'industrie, de la Flandre, qui n'a pas la même vision des choses que nous en matière de principe de précaution. Sur d'autres dossiers, on est forcément d'accord.

Une certaine presse flamande a pointé ce qu'elle considère comme le "deux poids deux mesures" du gouvernement wallon : le non au Ceta mais la vente d'armes à l'Arabie saoudite...

C'est une attaque indécente car il n'a jamais été question, du chef de la Wallonie, de mettre en cause les liens d'amitié et l'honorabilité du Canada, de refuser de faire un traité avec ce grand pays ami.

Est-ce moral de commercer, de vendre des armes à des pays qui bafouent les droits de l'homme ?

C'est une question fondamentale mais elle ne se règle pas seul et à un moment ponctuel. Il ne faut être ni naïf ni angélique et, dans nos rapports avec les peuples, il ne faut pas trahir nos convictions. L'équilibre doit être trouvé au niveau européen. Cela demande une analyse géopolitique plus objective que celle que le seul Geert Bourgeois pourrait faire. Je ne pense vraiment pas que nous avons des leçons de morale politique à recevoir de la N-VA, qui refuse la convention sur la protection des minorités et dont des membres se font très régulièrement remarquer par des propos antisémites ou réactionnaires.

*“Je ne suis pas à
l'affût des faits et
gestes de Willy
Borsus pour
systématiquement
le contrer.”*